

LES REPERES CONSUMERISTES DEPUIS 1905

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1905	Loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (plusieurs fois modifiée).		
1931	Ouverture du premier Prisunic, ancêtre du supermarché, rue Caumartin à Paris.		
1945	Ordonnances du 30 juin relative au prix et relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique.		
1948	Loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. Goulet-Turpin ouvre le premier libre-service alimentaire de France, à Paris.		
1949	Edouard Leclerc transforme son épicerie en magasin discount à Landerneau (Finistère).		
1951	Création de l'Union fédérale de la consommation (devenue depuis UFC, puis UFC-Que Choisir).		

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1958	Ouverture du premier véritable supermarché avec parking dans la nouvelle cité de Rueil plaines à Rueil-Malmaison, en région parisienne.		
1960	Création du Comité national de la consommation.		
1961	Parution du 1 ^{er} numéro <i>Que choisir</i> .		
1965	<i>Jeanne achète</i> , émission TV sous forme de téléx qui donne les prix des produits alimentaires. Elle émane du secrétariat d'Etat au Commerce et aux Finances.		
1966		Article 22 de la loi n°66-948 du 22 décembre 1966 (JO du 23 décembre 1966) instituant l'INC.	
1967		Décret n°67-1082 du 5 décembre 1967 (JO du 14 décembre 1967) fixant l'organisation et le fonctionnement de l'établissement.	Prise en charge de l'émission TV <i>Jeanne achète</i> .
1968			Premier numéro de <i>Consommateurs-Actualité</i> en août.
1970			Lancement de <i>50 Millions de consommateurs</i> (1 ^{er} numéro en décembre).

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1971	Raz de marée des pavillons : encouragement par le gouvernement des promoteurs à bâtir à prix très bas. Lancement par France Inter, avec Anne Gaillard, d'une émission quotidienne de défense des consommateurs.		Premier essai comparatif publié dans « 50 » : les autocuiseurs. L'émission TV <i>Jeanne achète</i> prend le nom de <i>50 Millions de consommateurs</i> , faisant ainsi écho au magazine.
1972	Loi relative à la protection du consommateur en matière de démarchage et de vente à domicile (instaurant un délai de réflexion de 7 jours). Les débuts de la Renault 5.		
1973	Choc pétrolier. Ouverture du premier magasin Habitat (naissance de l'ère du meuble en kit). Antoine Pinay devient le premier médiateur de la République. Loi Royer limitant la multiplication des grandes surfaces, sanctionnant la publicité mensongère et créant l'action civile pour les associations de consommateurs.		Premier essai comparatif de voitures.
1974			Enquête sur les hormones et antibiotiques dans le veau. 1ères Journées du droit de la consommation « Le consommateur et le droit ».
1975	Premiers agréments des associations de consommateurs.		1ère diffusion de <i>D'accord pas d'accord</i> , qui remplace <i>50 Millions de consommateurs</i> sur Antenne 2. Essai sur les casques moto dénonçant la non-conformité aux normes de sécurité.

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1976	Nomination du premier secrétaire d'Etat à la consommation : Christiane Scrivener.		Test sur les sièges auto pour enfants : problèmes de sécurité. 2èmes Journées du droit de la consommation « Le droit du consommateur à l'information ».
1978	Loi demandant aux professionnels de la construction immobilière de s'assurer contre les erreurs de conception et de malfaçons. Loi « informatique et libertés » réglementant la création de fichiers de données personnelles. Loi sur les clauses abusives dans les contrats. Loi encadrant le crédit à la consommation avec création d'un droit de rétractation pour les emprunteurs. Loi créant la Commission d'accès aux documents administratifs. Création de la Commission des clauses abusives (CCA).		Enquête sur les accidents domestiques. 3èmes Journées du droit de la consommation « Le droit à la sécurité des consommateurs ».
1979	Loi relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier. Ouverture du premier MacDonald's en France, à Strasbourg.		Installation de l'INC au 80, rue Lecourbe, fête de ses 10 ans.
1980			Agrément de l'INC comme centre de formation continue professionnelle à la Préfecture de la Région Ile-de- France.
1981	Catherine Lalumière est le première ministre de la consommation. Deuxième série d'agrément d'associations de consommateurs.		Dossier sur les malfaçons dans l'habitat, réquisitoire accablant pour les constructeurs de maisons individuelles. 4èmes Journées du droit de la consommation « L'application du droit de la consommation ».
1982	Blocage des prix et des salaires. Loi Quillot renforçant le pouvoir des locataires face aux propriétaires.	Décret n°82-1218 du 30 décembre 1982 (publié au JO le 5 janvier 1983) : redéfinition	Enquête sur les pharmaciens : la confiance trahie.

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
	Arrêté imposant aux commerçants l'affichage du prix au litre et au kilo.	des orientations de l'INC en le plaçant plus directement au service des organisations de consommateurs. Modification dans la composition du CA : il n'y a plus de représentants des professionnels.	
1983	Comité national de la consommation remplacé par le Conseil national de la consommation. Première commercialisation en Europe du disc compact. Découverte du virus du sida, le VIH. Loi du 21 juillet créant l'obligation générale de sécurité des consommateurs. Création de la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC).		Enquête sur le veau aux hormones : « Le marché se porte bien ! ». 5èmes Journées du droit de la consommation « L'accès des consommateurs à la justice ». Création de la <i>Pédagothèque de l'INC</i> , recensant les outils pédagogiques d'éducation à la consommation.
1984	Décret confirmant l'obligation de la mention « A consommer avant le... » sur les denrées alimentaires préemballées.		
1985	Création de la DGCCRF, née de la fusion de plusieurs administrations.		
1986	Ordonnance du 1 ^{er} décembre relative à la liberté des prix et de la concurrence. Reconnaissance du consommateur comme un acteur de la concurrence. Loi du 23 décembre 1986 remplaçant la loi de 1982 sur les droits des locataires. Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation. Europe : prise en compte de l'intérêt des consommateurs par l'Acte Unique Européen.		Transformation de <i>Consommateurs Actualité</i> en <i>INC Hebdo</i> .

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1987	Arrêté obligeant les restaurants et les débits de boissons à afficher leurs tarifs « service compris ». Loi sur La loi permet à l'acheteur par correspondance d'être remboursé s'il renvoie son colis dans les 7 jours suivant la réception. Premier Téléthon.		Création de l'Autorité des essais comparatifs (ADEC). Création du Comité paritaire d'évaluation des outils pédagogiques sur recommandation du CNC.
1988	Loi relative aux actions en justice des associations agréées de consommateurs et à l'information des consommateurs (création des actions en cessation, suppression, actions en intervention volontaire).Loi relative aux opérations de télépromotion avec offres de vente, dites « téléachat ».		
1989	Loi imposant aux organisateurs de loteries par correspondance la séparation du bon de commande et du bon de participation au jeu. Loi tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi du 23 décembre 1986. Loi Neiertz relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.		
1990		Décret n°90-381 du 4 mai 1990 (JO du 8 mai 1990). Passage d'EPA, Etablissement public administratif à EPIC, Etablissement public à caractère industriel et commercial.	Reconnaissance officielle de l'Autorité des essais comparatifs (ADEC).

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1991			7èmes Journées du droit de la consommation « La preuve, indispensable étape de l'action collective ».
1992	Consécration par le traité de Maastricht de la protection des consommateurs (création du titre XI). Loi réglementant l'information précontractuelle, les délais de livraison, encadrant la publicité comparative, créant l'action en représentation conjointe.		Dossier sur les banques dans <i>50 Millions de consommateurs</i> : « elles nous piquent notre blé ». Publication de la liste des services d'urgence à éviter.
1993	Publication du code de la consommation (partie législative).		Réalisation des émissions TV <i>D'accord pas d'accord</i> désormais en collaboration avec les associations de consommateurs. 8èmes Journées du droit de la consommation « Les relations patients-médecins de demain ».
1994	Loi modifiant le code de la consommation en ce qui concerne la certification des produits industriels et des services et la commercialisation de certains produits.		Enquête sur les établissements scolaires et leurs systèmes de sécurité incendie.
1995	Nombre d'utilisateurs de téléphone sans fil dans le monde dépassant 1 million. Loi concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial. Publication de la partie réglementaire du code de la consommation.		A l'occasion de son 25 ^e anniversaire, passage de « 50 » à « 60 ». Naissance de l'émission de télé <i>Consumag</i> (dossier + brèves et/ou revue de presse). Enquête sur la guerre de l'essence / Dossier Eau, comment faire des économies. L'INC acquiert le statut de centre de formation.
1996			Dossier du mensuel de <i>60 Millions de consommateurs</i> sur la vache folle.

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
1998	<p>Loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.</p> <p>Loi d'orientation relative à la lutte contre l'exclusion (prévention des expulsions, protection des locataires de meublés...).</p> <p>Loi sur la responsabilité des produits défectueux.</p>		<p>Lancement du premier site web : conso.net. Campagne sur la sécurité alimentaire initiée par l'UE, premier volet <i>La sécurité alimentaire, c'est aussi mon affaire</i>.</p> <p>Premiers stages sur le passage à l'euro pour les représentants des organisations de consommateurs, dans le cadre du projet européen EURO 2002.</p> <p>Enquête scandale sur les maisons de retraite.</p> <p>Première étude en France de détection d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur un échantillon de produits du commerce, menée par le Centre d'essais comparatifs.</p>
1999	<p>Création de ConsoFrance : collectif regroupant 8 associations : Adeic, ALLDC, Asséco-CDFT, CGL, Cnafal, CNL, Fnaut et Indécosa-CGT.</p> <p>Euro : devenu la monnaie officielle pour les transactions financières européennes.</p>		<p>Deuxième volet de la campagne sur la sécurité alimentaire <i>La tarte aux framboises et le festin de l'an mil</i>.</p> <p>Essai tabac : « Les fabricants vous trompent », mesure du taux de nicotine et de goudrons des cigarettes.</p>
2000	<p>Loi SRU relative à la solidarité et au renouvellement urbain (protection de l'acquéreur immobilier, logement décent, protection des occupants de logements-foyer...).</p> <p>Création de la Coordination, regroupant 8 associations : CLCV, CNAFC, CSF, Familles de France, Familles rurales, Orgéco, UFCS et Unaf.</p>		
2001	<p>Transposition des directives en matière de publicité comparative, vente à distance, clauses abusives, actions en cessation des associations. Loi Murcef portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (relations entre banques et clients). Ouverture du marché des télécommunications à la concurrence.</p>	<p>Décret n°2001-300 du 4 avril 2001 (JO du 8 avril 2001).</p> <p>Nouvelles modalités de relations entre l'INC et l'Etat.</p>	<p>Ouverture de deux nouveaux sites Internet : inc60.fr et 60millions-mag.com. Troisième volet de la campagne d'éducation à la consommation sur la sécurité alimentaire : <i>Le plaisir dans l'assiette, la sécurité en tête</i>. Fermeture des sites Minitel. Suppression de l'Autorité des essais comparatifs (ADEC). Enquête « La liste noire des prix qui flambent avant le passage à l'euro ». Essai de portables : mesure du rayonnement de 24 téléphones. Journée internationale des</p>

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
			consommateurs : colloque « La qualité alimentaire et les consommateurs ».
2002	Loi relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé. Passage à l'Euro / disparition du Franc.		Campagne d'information sur le passage à l'Euro. Dernier volet de la campagne d'éducation à la consommation sur la sécurité alimentaire : <i>Votre enfant mange à la cantine.</i>
2003	Loi relative à la sécurité financière (crédit, comité consultatif des services financiers, démarchage bancaire ou financier). Loi d'orientation pour la ville et la rénovation urbaine (faillite civile).		Ouverture de l'extranet <i>INC Pro</i> .
2004	Règlement européen du 11 février 2004 instaurant les droits des passagers aériens. Loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.		Mise en ligne du portail documentaire sur <i>INC Pro</i> . Première campagne <i>Agenda Europa</i> dans les lycées. Essai sur les crèmes amincissantes : « Enfin ça marche ! ».
2005	Loi tendant à conforter la confiance et la protection du consommateur (modalités de résiliation des contrats renouvelables par tacite reconduction et autres dispositions). Ordonnance du 17 février relative à la garantie de conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur. Ordonnance du 1 ^{er} septembre instaurant un règlement transactionnel pour les contraventions au code de commerce et au code de la consommation et portant adaptation des pouvoirs d'enquête et renforcement de la coopération administrative en matière de protection des consommateurs. Ordonnance du 6 juin et décret du 25 novembre relatifs à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs. Loi constitutionnelle du 1 ^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement.		Colloque « Le Code de la consommation : 10 ans après ». Campagne de formation pour les représentants des consommateurs siégeant dans les Commissions départementales d'équipement commercial (CDEC). Réalisation, avec l'appui de la Commission européenne et en collaboration avec plusieurs associations de consommateurs françaises et européennes d'un guide sur les signes de qualité et mentions valorisantes. Nouvelle formule <i>Consumag</i> , passage à 120 émissions par an. 400 ^e numéro de <i>60 Millions de consommateurs</i> et 35 ans d'existence.

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
2006	<p>Projet de loi en faveur des consommateurs. Ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie par la loi 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie (modifiée à plusieurs reprises). Création du Médiateur national de l'énergie (MNE). Loi sur la responsabilité du fait des produits défectueux. Loi du 13 juillet portant engagement national pour le logement, dite loi ENL.</p>	<p>Contrat d'objectifs et de moyens 2006 / 2009</p>	<p>Contrat d'objectifs et de moyens 2006/2009 signé entre la DGCCRF et l'INC. Lancement du site ctaconso.fr dédié à l'information des jeunes consommateurs. Premier essai sur les dangers du cannabis / Etude inédite sur l'écotoxicité des lessives / Publication de l'indice d'impact sur le pouvoir d'achat. Prix du meilleur programme court décerné à Consomag lors du Festival international de la communication audiovisuelle des entreprises, institutions et collectivités.</p>
2007	<p>Crise des <i>subprimes</i>, et début d'un ralentissement économique mondial. Loi instituant le droit au logement opposable (Dalo). Loi du 31 janvier relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé.</p>		<p><i>Consumag vainqueur du Concours de la meilleure campagne française d'information des consommateurs</i>, organisé par la Commission européenne, pour la série d'émissions « Alimentation : les bons gestes au quotidien ». Colloque « La responsabilité du prêteur : contexte français et perspectives européennes » (en partenariat avec the European Coalition for Responsible Credit - ECRC). Colloque « Les nouveaux enjeux de la sécurité des consommateurs » (en partenariat avec la CSC et Macif Prévention).</p>
2008	<p>Loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs. Encouragement du <i>low cost</i> afin de pallier la stagnation ou baisse des revenus. Ordonnance du 22 août 2008 relative à la sécurité des produits.</p>		<p><i>Galactor and the code-breakers</i>, outil ludo-éducatif accessible depuis www.ctaconso.fr, gagnant du prix de la meilleure campagne européenne d'information des consommateurs. Première édition du concours Jeunes Testeurs. Livre blanc « <i>Prévenir les accidents de la vie courante</i> ». 1 500^e numéro d'<i>INC Hebdo</i>. Conférence sur la responsabilité sociale des entreprises : « Principes du développement durable et investissement socialement responsable ».</p>

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
2009	<p>Réforme du droit de la consommation par la loi du 12 mai 2009.</p> <p>Loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.</p> <p>Loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST).</p> <p>Premières Assises de la consommation.</p>		<p>Découverts bancaires : une étude comparative sur les tarifs bancaires.</p> <p>Lancement du portail ww.stopauxaccidentsquotidiens.fr</p> <p>Passage au numérique de la lettre d'information <i>INC Hebdo</i>, rebaptisée <i>Conso Info</i>.</p> <p>Colloque « Prévenir les accidents de la vie courante : le livre blanc, un an après » (en partenariat avec la CSC et Macif Prévention).</p> <p>Colloque « Les consommateurs et le commerce équitable » (en partenariat avec la Plate-forme pour le commerce équitable - PFCE).</p>
2010	<p>Loi portant réforme du crédit à la consommation ou loi « Lagarde ».</p> <p>Création de la Commission de la médiation de la consommation (CMC).</p> <p>Création du Médiateur "Volcan", suite à l'éruption du volcan islandais ayant fortement perturbé le transport aérien.</p>	<p>Décret n°2010-801 du 13 juillet 2010 relatif à la représentation des associations de défense des consommateurs et aux institutions de la consommation (JO du 16 juillet 2010).</p> <p>Décret n° 2010-1221 du 18 octobre 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national de la consommation et des commissions placées auprès de cet institut (JORF du 19 octobre 2010).</p>	<p>Réalisation du site Internet jeconsommeequitable.fr.</p> <p>Trophées de la prévention des accidents de la vie courante (en partenariat avec la CSC et Macif Prévention).</p> <p>Dans le cadre de la réforme des institutions consuméristes, fourniture par l'INC d'un appui technique à la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC), à la Commission des clauses abusives (CCA) et à la Commission de la médiation de la consommation (CMC) ; gestion du financement des Centres techniques régionaux de la consommation (CTRC) et structures régionales assimilées.</p> <p>Gestion du secrétariat de la médiation "Volcan".</p>
2011	<p>Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs. Loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (pratiques commerciales déloyales, loteries,</p>		

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
	vente sans commande préalable, vente subordonnée).Loi relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé.		
2012			Table ronde « La géolocalisation : une solution pour les personnes désorientées ? » (en partenariat avec la Fondation Maif). Enquête « Prix de l'eau : opération transparence » (en partenariat avec la fondation France Libertés).
2013	Loi du 3 juin visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer. Loi renforçant l'information des voyageurs lors de la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne. Loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires.		Nouvelle formule de <i>60 Millions de consommateurs</i> et nouveau <i>Consumag</i> . Essai sur les cigarettes électroniques. L'INC s'installe au 18 rue Tiphaine, dans le 15 ^e arrondissement de Paris. Colloque « Le code de la consommation : 20 ans et après ? Approche européenne & nationale ». Colloque « Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire : quels bénéfices pour les consommateurs ? ». Colloque « Handicap et domicile : comment rendre les objets du quotidien accessibles à tous ? » (en partenariat avec Handéo).
2014	Loi relative à la consommation dite "loi Hamon" (introduction de l'action de groupe, démarchage téléphonique, garantie des produits, surendettement, banque, assurances, clauses abusives, droit des contrats...). 1er octobre 2014 : entrée en vigueur des textes sur l'action de groupe. Introduction de la première action par l'UFC-Que Choisir. Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite "loi Alur" (location, habitation, copropriété, professionnels de l'immobilier...)	Contrat d'objectifs et de performance 2014 / 2017	INC à l'origine de la création de la Commission Afnor sur les cigarettes électroniques (qui donnera lieu à plusieurs normes dès 2015). Etude sur les systèmes de guidage nutritionnel (applis, sites web...) avec le Fonds français pour l'alimentation santé (FFAS). Etudes, campagnes d'information et colloque sur la rénovation énergétique dans le logement. Colloque "Consommation collaborative : quels enjeux et quelles limites pour les consommateurs ?".

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
2015	<p>Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des activités économiques dite "loi Macron" (immobilier, auto-écoles, location, transports publics...).</p> <p>Transposition de la directive européenne de 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation (médiation de la consommation) par ordonnance.</p> <p>Création de la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation.</p> <p>Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.</p>		<p>Refonte des sites conso.net et 60millions-mag.com.</p> <p>500ème numéro du mensuel <i>60 Millions de consommateurs</i>.</p> <p>Colloques "Le prix a-t-il encore une valeur pour les consommateurs ?" et "Santé connectée : quelles perspectives pour les consommateurs ?".</p> <p>Etudes et campagne d'information en lien avec la Conférence climat (COP 21).</p> <p>Etude sur le dépassement des honoraires médicaux.</p> <p>Conso.net propose désormais des modules d'activités pédagogiques aux enseignants du primaire et du secondaire.</p>
2016	<p>1er janvier 2016 : généralisation de la médiation à tous les secteurs de la consommation.</p> <p>Loi du 26 janvier 2016 ("loi Santé") de modernisation de notre système de santé.</p> <p>Ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (application au 1er octobre).</p> <p>Recodification du code de la consommation par l'ordonnance du 14 mars 2016 (partie législative) et le décret du 29 juin (partie réglementaire).</p> <p>Ordonnance du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation.</p> <p>Ordonnances du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation et du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.</p> <p>Ordonnance du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique.</p> <p>Ordonnance du 15 juillet 2016 relative à la coordination du système d'agences sanitaires nationales, à la sécurité sanitaire et aux accidents médicaux.</p>	<p>Recodification des articles relatifs à l'INC, ses missions et son fonctionnement : articles L. 822-1, L. 822-2, R. 822-1 et suivants du code de la consommation.</p>	<p>Signature d'une convention pluriannuelle avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour améliorer l'information des personnes en situation de handicap/perte d'autonomie sur les aides techniques.</p> <p>Essais d'alerte sur les sucres cachés dans l'alimentation les molécules toxiques dans les produits d'entretien, la présence de pesticides dans les protections périodiques féminines.</p> <p>Etude sur l'accès téléphonique des usagers dans les services publics (avec le Défenseur des droits).</p>

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
	<p>Loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique (open-data, protection des citoyens dans la société numérique, accès au numérique pour tous...).</p> <p>Ordonnance du 22 décembre 2016 relative à l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base.</p>		
2017	<p>Ordonnance du 2 mars 2017 portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la consommation.</p> <p>Ordonnance du 9 mars 2017 ouvrant la voie aux actions en dommages et intérêts du fait des pratiques anticoncurrentielles. Etats Généraux de l'Alimentation (Egalim).</p>	<p>Décret n° 2017-1166 du 12 juillet 2017 Toilettage des dispositions réglementaires du code de la consommation faisant référence à la commission de la sécurité des consommateurs supprimée par la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes. Disposition permettant à titre exceptionnel la prorogation des mandats des membres du conseil d'administration de l'INC en vue de favoriser la continuité de la gouvernance de l'INC.</p>	<p>Nouvelle formule Consomag.Jeconsommeequitable.fr devient jeconsommeresponsable.fr. Les émissions des CTCR et structures assimilées Flash conso deviennent L'Instant Conso. Première étude sur les frais pour incidents bancaires avec l'Unaf. Premiers essais sur les couches pour bébé (présence de toxiques) et sur les perturbateurs endocriniens. Premier test comparatif sur les trotinettes et gyropodes.</p>
2018	<p>Entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD) dans tous les Etats membres de l'Union européenne le 25 mai.</p> <p>Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.</p> <p>Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et</p>		<p>Célébration des 50 ans de l'INC avec la publication du Livre blanc "Demain : un consommateur augmenté ou diminué ? Penser le consommateur du futur à l'ère de la société numérique" et un colloque à Bercy sur le même sujet. Colloque organisé à l'Assemblée nationale "Vers une consommation numérique responsable : comment maîtriser l'impact de nos activités numériques ?</p> <p>Nouvel essai sur les couches, étude avec l'Unaf sur les frais</p>

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
	<p>accessible à tous dite Loi "EGalim", issue des Etats Généraux de l'Alimentation. Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite Loi "Elan".</p>		<p>d'incidents bancaires. Réalisation du premier MOOC à destination du grand public sur la protection des données personnelles : "Le consommateur connecté & ses données personnelles". Nouvelle formule du mensuel "60".</p>
2019	<p>Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice. Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises dite Loi "Pacte". Loi n° 2019-733 du 14 juillet 2019 relative au droit de résiliation sans frais de contrats de complémentaire santé. Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé. Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités. Ordonnance 2019-1101 du 30 octobre 2019, portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis.</p>		<p>Nouvel essai sur les protections féminines montrant la présence de traces d'éléments toxiques. Travaux sur le Ménag'score R® : étiquetage fondé sur la prise en compte de l'impact des produits d'entretien ménagers sur la santé et l'environnement. Campagne de financement participatif pour le projet d'appli lié au Ménag'score® "Mon assistant conso". Publication du premier MOOK (reprise des essais et études comparatifs sur l'alimentation, la santé, les produits ménagers). Colloque "Consommation et bien-être : consommer autrement pour vivre mieux sur une planète préservée" avec le Commissariat général au développement durable.</p>
2020	<p>Pandémie de la covid : nombreux impacts sur la vie des consommateurs. Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure. Loi n° 2020-699 du 10 juin 2020 relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires.</p>		<p>Pandémie covid 19 - Création d'une lettre spéciale (quotidienne puis hebdomadaire) <i>Les Confinés</i> puis <i>Les Déconfinés</i>. Réalisation du deuxième MOOC en partenariat avec l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sur la gestion des finances personnelles à destination du grand public : « comment gérer efficacement son épargne et ses placements ? ». Publication de la nouvelle application mobile pour <i>60 Millions de consommateurs</i>. Participation à la première Chaire Droit de la consommation Nouvelles pratiques nouveaux enjeux de l'Université de Cergy-Pontoise.</p> <p>60 millions de consommateurs fête ses 50 ans de publication.</p>

ANNEES	CONTEXTE	TEXTES INC	FAITS MARQUANTS INC
	Loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux. Loi n° 2020-1508 du 3 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance trois directives "Consommation"). Arrivée de la "5G".		
2021			Publication des premiers poscasts "Code Conso" en partenariat avec l'ADEME.